



PASSONS À L'OFFENSIVE !

Celle-ci, Macron ne l'avait pas vue venir : la grève des raffineurs a fait éclater la contestation qui couvait depuis des mois. Et même si le mouvement est suspendu dans plusieurs raffineries, leur lutte n'est pas un coup pour rien. Au contraire, c'est un sérieux avertissement pour Macron et les patrons : l'esquisse d'un mouvement d'ensemble pour imposer une hausse générale des salaires. La journée de grève et de manifestations du 18 octobre n'était qu'un début.

Le début d'une lutte d'ensemble ?

Depuis des mois, des grèves isolées éclatent pour forcer le patronat à augmenter les salaires face à l'inflation. La grève des raffineurs s'est transformée en bras de fer entre d'un côté Macron et le patronat, de l'autre les grévistes et les salariés qui les soutenaient, malgré la propagande gouvernementale et la pénurie de carburant.

La réquisition des grévistes a provoqué une réaction spontanée de colère, de solidarité... et l'envie de s'y mettre pour régler leur compte aux ministres arrogants et aux patrons qui se gavent depuis des années. Partout c'est la même chose, les négociations dérisoires et les primes bidon, ça suffit : il faut augmenter les salaires ! Quand, en face, un Carlos Tavares, PDG de Stellantis, prétend être un salarié comme les autres avec ses 19 millions d'euros par an, ou un Patrick Pouyanné, patron de TotalEnergies, s'augmente de 52 % en un an. À notre tour de récupérer ce qu'il nous faut pour boucler les fins de mois !

Préparer la suite

La grève dans les raffineries s'achève peut-être, mais la bataille est loin d'être terminée. Des grèves sur les salaires continuent dans plusieurs entreprises. Au point que c'en est devenu un problème politique pour le gouvernement, qui pousse les patrons à négocier boîte par boîte quelques petits réajustements ou quelques primes, afin d'éparpiller la contestation.

À l'inverse, de notre côté, pour préparer les prochaines étapes du mouvement, il faut nous

organiser à la base et exprimer nos revendications communes à l'ensemble du monde du travail : par exemple 400 euros d'augmentation pour tous, pas de salaire inférieur à 2 000 euros net et l'indexation de tous les revenus sur l'inflation, en prenant sur les profits des capitalistes.

Notre motion de censure : la grève générale

Parce que ce mouvement a une portée politique, les partis de gauche tentent de canaliser la colère sociale dans des débats parlementaires, mais c'est une impasse. Car sur ce terrain, le gouvernement peut gérer la contestation, par exemple avec le 49.3 grâce auquel Macron et Borne font passer leur budget, farci d'exonérations fiscales pour les entreprises, sans se soucier des milliers d'amendements proposés par la gauche et des heures de discussions à l'Assemblée nationale. Bilan : la gauche en est réduite à se demander s'il faut voter ou non une motion de censure avec les députés du Rassemblement national qui étaient pour la réquisition des raffineurs grévistes et veulent durcir les règles d'allocation chômage. Ce n'est pas ça qui fera reculer le gouvernement. Notre force à nous travailleurs, c'est la grève !

La lutte appartient à ceux qui la mènent

Ce qu'il nous faut préparer, c'est une grève qui s'étende à plusieurs entreprises pour imposer un véritable rapport de force au patronat. Un mouvement d'ensemble coordonné et dirigé par la base, pas par les directions syndicales. Car celles-ci peuvent appeler à des mobilisations, mais aussi les freiner, voire les stopper, comme la CFDT qui a négocié dans le dos des grévistes la reprise du travail dans les raffineries. Même quand elles semblent plus combattives, les directions syndicales ont leurs propres calculs d'appareils. C'est aux travailleurs de décider de leurs revendications et de contrôler leurs grèves.

Des journées de grève interprofessionnelle sont déjà prévues le 27 octobre et le 10 novembre, des occasions dont il faut se saisir pour continuer à mobiliser. Mais pour faire caner le patronat et le gouvernement, il ne suffit pas de journées d'action, il faut une lutte d'ensemble décidée à aller jusqu'au bout.

Postiers en manifestation

Mardi 18, nous étions un bon petit cortège de postiers à la manifestation, contents de nous retrouver nombreux avec d'autres travailleurs de la SNCF, d'EDF, de travailleurs sociaux (en grève depuis maintenant trois semaines à Paris) et bien d'autres.

La question des salaires, c'est vital pour nous. Face aux bénéficiaires scandaleux des grands groupes comme La Poste, la meilleure manière de taxer ces profits en faveur des travailleurs, c'est la lutte de tous pour une augmentation de 400 euros par mois.

Tout travail mérite salaire

Sur le site de Pasteur, la direction a affiché une note sur les heures supplémentaires. Elle voudrait nous signifier que c'est à elle de décider si nous pouvons faire des heures supplémentaires ou non (ou plutôt trouver des excuses pour ne pas les payer).

Sauf que quand nous dépassons les horaires, ce n'est pas par plaisir ! D'ailleurs, la note précise bien que quand les « tâches confiées » rendent nécessaires des heures supplémentaires, « leur paiement [...] ne peut pas dépendre du respect par le salarié d'une procédure d'accord préalable ». Ce rappel de droit ne l'empêche pas de conclure que « Toutefois, les heures supplémentaires doivent faire l'objet [...] d'une autorisation préalable », mais ça c'est son fantasme, pas le Code du Travail. Donc si elle en prend prétexte pour ne pas nous payer, ça s'appelle du vol !

L'arbre qui cache la forêt

Dans les médias, La Poste annonce fièrement que 2022 aura été une année de recrutement. Il resterait 1 000 facteurs à embaucher en CDI sur les 3 200 prévus.

Ce qu'elle n'annonce pas, ce sont les 30 000 emplois qu'elle a supprimés en quatre ans. Selon les effectifs inscrits pour les élections professionnelles, nous étions 278 000 postiers (hors filiales) en 2007, 203 000 en 2018 et maintenant 172 000 !

Pédiatrie en danger

Dans une lettre envoyée à Macron, plus de 4 000 pédiatres, des syndicats et des associations de patients ont fait état de la situation intenable dans les services de pédiatrie. À cause des fermetures de lits, du manque d'effectif et de places en réanimation, des enfants ne peuvent plus être pris en charge. Des soins sont reportés, des enfants renvoyés dans les services adultes ou dans des hôpitaux à des centaines de kilomètres. Des adolescents fragiles sont renvoyés chez eux.

Les épidémies hivernales sont pourtant prévisibles. Mais le gouvernement laisse les soignants se débrouiller et met les enfants en danger.

Leçon de lutte des classes

L'argent ruisselle vers les grandes marques du luxe. LVMH a augmenté son chiffre d'affaires de 22 % au troisième trimestre 2022, Hermès de 24 % et Kering de 14 %. Après que les actionnaires se sont gavés de dividendes, obtenus par la hausse des prix et la spéculation, ils se pavent en carrés Hermès et montres Rolex. Pendant ce temps, les salariés galèrent pour finir les fins de mois. Renverser la société capitaliste, ce ne serait pas du luxe !

Des économies pour qui ?

Les prévisions de l'Unédic, qui gère les comptes de l'assurance chômage, envisagent un solde financier positif pour l'année à venir.

Malgré les plaintes continues contre les chômeurs qui soi-disant coûtent cher, les caisses de l'assurance chômage sont excédentaires. Non seulement il y a un nombre de plus en plus élevé de cotisants, mais en plus il y a tous ceux qui ne demandent pas les allocations auxquelles ils ont droit, tant faire les démarches nécessaires relève parfois du parcours du combattant. Et cela, avant que la réforme de l'assurance chômage ne vienne encore réduire les aides...

La logique est claire : le gouvernement fait des économies sur le dos des plus fragiles d'entre nous, et pendant ce temps, il distribue des « aides » qui se chiffrent en milliards au patronat...

L'extrême droite dans toute sa diversité

Arrivée en tête des élections italiennes, Giorgia Meloni, cheffe du parti d'inspiration fasciste Fratelli d'Italia, a présenté son gouvernement, formé de politiciens parmi les plus réactionnaires. Une opposante farouche à l'avortement devient ainsi « ministre de la natalité », nouveau nom du ministère de la famille.

Meloni recycle aussi les membres du gouvernement précédent. Le ministre du développement économique de Mario Draghi est à présent ministre de l'Économie et des Finances. Son recyclage est d'ailleurs sans frontières : l'ex-président du Parlement européen, un politicien de droite traditionnelle, devient ministre des Affaires étrangères. La présidente actuelle de la Commission européenne s'est d'ailleurs déclarée tout à fait prête à coopérer avec ce nouveau gouvernement, se réjouissant au passage de voir une femme Première ministre...

Cette réunion d'affreux, des libéraux bon teint aux pires engueulades d'extrême droite, se tient prête à avancer main dans la main pour attaquer les classes populaires. Aux travailleurs de se tenir prêt à riposter.

www.convergencesrevolutionnaires.org



@npaetincelle



@convergencesrevolutionnaires

